



CONSEIL D'ÉTAT  
section de législation

avis 72.760/4  
du 16 janvier 2023

sur

un projet d'arrêté du  
Gouvernement de la Région de  
Bruxelles-Capitale 'portant  
modification de l'arrêté du  
Gouvernement de la Région de  
Bruxelles-Capitale du  
21 mars 2018 portant le statut  
administratif et pécuniaire des  
agents des services publics  
régionaux de Bruxelles et de  
l'arrêté du Gouvernement de la  
Région de Bruxelles-Capitale du  
21 mars 2018 portant le statut  
administratif et pécuniaire des  
agents des organismes d'intérêt  
public de la Région  
Bruxelles-Capitale'

RAAD VAN STATE  
afdeling Wetgeving

advies 72.760/4  
van 16 januari 2023

over

een ontwerp van besluit van de  
Brusselse Hoofdstedelijke  
Regering 'tot wijziging van het  
besluit van de Brusselse  
Hoofdstedelijke Regering van  
21 maart 2018 houdende het  
administratief statuut en de  
bezoldigingsregeling van de  
ambtenaren van de gewestelijke  
overheidsdiensten van Brussel en  
van het besluit van de Brusselse  
Hoofdstedelijke Regering van  
21 maart 2018 houdende het  
administratief statuut en de  
bezoldigingsregeling van de  
ambtenaren van de instellingen  
van openbaar nut van het Brussels  
Hoofdstedelijk Gewest'

Le 16 décembre 2022, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des services publics régionaux de Bruxelles et de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 16 janvier 2023. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Christian BEHRENDT, assesseurs, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier.

Le rapport a été présenté par Stéphane TELLIER, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Bernard BLERO.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 16 janvier 2023.

\*

Op 16 december 2022 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel en van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 16 januari 2023. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Christian BEHRENDT, assessoren, en Charles-Henri VAN HOVE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Stéphane TELLIER, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Bernard BLERO.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 16 januari 2023.

\*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

## EXAMEN DU PROJET

### PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 5, l'article 2 de l'ordonnance du 20 mai 1999 'portant sur la réorganisation du Centre d'informatique pour la Région bruxelloise' (ci-après : le « CIRB ») ne constitue qu'une disposition modificative de l'article 27 de la loi du 21 août 1987 'modifiant la loi organisant les agglomérations et les fédérations de communes et portant des dispositions relatives à la Région bruxelloise'. Elle ne peut donc constituer le fondement juridique du projet à l'examen. Celui-ci se situe dans l'article 11, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 16 mars 1954 'relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public', mentionné à l'alinéa 2 du préambule, en tant que cette dernière disposition réfère à l'article 1<sup>er</sup> de cette même loi, qui vise le CIRB.

Partant, l'alinéa 5 sera omis <sup>1</sup>.

2. À l'alinéa 9, il y a lieu de viser les articles 6, § 2, et 9, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'ordonnance du 28 mai 2015 'créant un organisme d'intérêt public centralisant la gestion de la politique de prévention et de sécurité en Région de Bruxelles-Capitale et créant l'École régionale des métiers de la sécurité, de la prévention et du secours – Brusafe'.

3. Deux alinéas seront insérés mentionnant respectivement l'accord du ministre du Budget et celui du ministre de la Fonction publique, ainsi que la date à laquelle ils ont été donnés.

4. L'alinéa 21 relatif à l'avis du Conseil d'État sera rédigé comme suit :

« Vu l'avis n° 72.760/4 du Conseil d'État donné le 16 janvier 2023, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; » <sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Voir en ce sens l'avis n° 71.788/4-2/V donné le 10 août 2022 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 septembre 2022 'portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des services publics régionaux de Bruxelles et de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale'.

<sup>2</sup> *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), onglet « Technique législative », recommandation n° 36.1 et formule F 3-5-2.

## DISPOSITIF

### Article 2

De l'accord de la déléguée du Ministre, l'article 2, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents des services publics régionaux de Bruxelles' (ci-après : le « statut SPRB ») sera complété par un « 15° » et non un « 16° ».

### Article 10

À l'article 196, § 3, en projet, l'alinéa 1<sup>er</sup> débutera par les mots « Pour le congé visé au paragraphe 1<sup>er</sup> ».

À l'article 196, § 4, en projet, les mots « de ce congé » seront remplacés par les mots « du congé visé au paragraphe 1<sup>er</sup> ».

### Article 15

À l'article 15 du projet, il y a lieu d'écrire « Dans l'article 161, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté (la suite comme au projet) ».

## OBSERVATIONS FINALES

1. L'article 1<sup>er</sup> du projet sera inséré dans un nouveau chapitre I<sup>er</sup> intitulé « Disposition générale ».

Les chapitres du projet seront renumérotés en conséquence.

2. La phrase liminaire de l'article 7 du projet sera formulée comme suit : « Dans l'article 176, alinéa 2, 4°, du même arrêté, les mots (la suite comme au projet) ».

Cette observation vaut pour l'article 17 du projet, en ce qu'il modifie l'article 169, alinéa 2, 4°, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale' (ci-après : le « statut OIP »).

3. La phrase liminaire de l'article 9 du projet sera formulée comme suit : « Dans l'article 194, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 septembre 2022, les mots (la suite comme au projet) ».

Cette observation vaut pour l'article 19 du projet, en ce qu'il modifie l'article 187, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, du statut OIP.

4. Dans la phrase liminaire de l'article 11 du projet, il sera indiqué que l'article 198 du statut SPRB a été modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 octobre 2020.

Cette observation vaut pour l'article 21 du projet, en ce qu'il remplace l'article 191 du statut OIP.

\*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

## ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

### AANHEF

1. Wat het vijfde lid betreft, is artikel 2 van de ordonnantie van 20 mei 1999 ‘betreffende de reorganisatie van het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest’ (hierna: het “CIBG”) slechts een bepaling tot wijziging van artikel 27 van de wet van 21 augustus 1987 ‘tot wijziging van de wet houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten en houdende bepalingen betreffende het Brusselse Gewest’. Het kan dus geen rechtsgrond bieden voor het voorliggende ontwerp. Die rechtsgrond is vervat in artikel 11, § 1, van de wet van 16 maart 1954 ‘betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut’, vermeld in het tweede lid van de aanhef, in zoverre die laatste bepaling verwijst naar artikel 1 van diezelfde wet, waarin het CIBG wordt vermeld.

Het vijfde lid moet bijgevolg worden weggelaten.<sup>1</sup>

2. In het negende lid dient te worden verwezen naar de artikelen 6, § 2, en 9, eerste lid, van de ordonnantie van 28 mei 2015 ‘tot oprichting van een instelling van openbaar nut waarin het beheer van het preventie- en veiligheidsbeleid in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is samengebracht en tot oprichting van de Gewestelijke School voor de Veiligheids-, Preventie- en Hulpdienstberoepen – Brusafe’.

3. Er moeten twee leden worden ingevoegd waarin de akkoordbevindingen van respectievelijk de minister van Begroting en de minister van Openbaar Ambt worden vermeld, alsook de datum ervan.

---

<sup>1</sup> Zie in die zin advies 71.788/4-2/V van 10 augustus 2022 over een ontwerp dat heeft geleid tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 september 2022 ‘houdende wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel, en van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’.

4. Het eenentwintigste lid, dat betrekking heeft op het advies van de Raad van State, moet als volgt worden gesteld:

“Gelet op advies 72.760/4 van de Raad van State, gegeven op 16 januari 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;”.<sup>2</sup>

## DISPOSITIEF

### Artikel 2

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat artikel 2, § 1, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel’ (hierna: “het GOB-statuuat”) moet worden aangevuld met een punt “15°” en niet met een punt “16°”.

### Artikel 10

In het ontworpen artikel 196, § 3, moet het eerste lid aanvangen met de woorden “Voor het in paragraaf 1 bedoelde verlof mag de ambtenaar gebruik (voorts zoals in het ontwerp)”.

In het ontworpen artikel 196, § 4, moeten de woorden “van deze verlofperiode” worden vervangen door de woorden “van de verlofperiode bedoeld in paragraaf 1”.

### Artikel 15

In artikel 15 van het ontwerp dient te worden geschreven “In artikel 161, § 1, van hetzelfde besluit (voorts zoals in het ontwerp)”.

## SLTOPMERKINGEN

1. Artikel 1 van het ontwerp moet worden ondergebracht in een nieuw hoofdstuk I met als opschrift “Algemene bepaling”.

De hoofdstukken van het ontwerp moeten dienovereenkomstig worden henummerd.

2. De inleidende zin van artikel 7 van het ontwerp moet als volgt worden geformuleerd: “In artikel 176, tweede lid, 4°, van hetzelfde besluit worden de woorden (voorts zoals in het ontwerp)”.

---

<sup>2</sup> *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 36.1 en formule F 3-5-2.

Die opmerking geldt ook voor artikel 17 van het ontwerp in zoverre het strekt tot wijziging van artikel 169, tweede lid, 4°, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ (hierna: het “ION-statuu”).

3. De inleidende zin van artikel 9 van het ontwerp moet als volgt worden geformuleerd: “In artikel 194, eerste lid, 2°, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 september 2022, worden de woorden (voorts zoals in het ontwerp)”.

Die opmerking geldt ook voor artikel 19 van het ontwerp in zoverre het artikel 187, eerste lid, 2°, van het ION-statuu wijzigt.

4. In de inleidende zin van artikel 11 van het ontwerp moet worden vermeld dat artikel 198 van het GOB-statuu is gewijzigd bij het besluit van het Brusselse Hoofdstedelijk Regering van 29 oktober 2020.

Die opmerking geldt ook voor artikel 21 van het ontwerp in zoverre het strekt tot vervanging van artikel 191 van het ION-statuu.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Martine BAGUET